



« L'élégance vestimentaire est un médium, un langage, et j'irais même jusqu'à dire une grammaire », estime Hugo Jacomet. © SARTORIALISME.COM

chaîne de *fast-food* (McDonald's, NDLR), l'élégance classique semble avoir déserté nos villes, nos réunions de famille, nos fêtes de village, et même nos institutions. Elle est souvent moquée, réduite à un signe extérieur de richesse ou assimilée à une posture élitiste dépassée, conservatrice, voire réactionnaire. Pourtant, elle fut longtemps le ciment discret mais puissant de nos sociétés. C'est parce qu'elle est fondamentalement un geste social, un art de vivre tourné vers les autres, que l'élégance exprime un certain type de civilisation : celle qui place la beauté, l'ordre et le respect au cœur du quotidien. Une forme douce et quotidienne du vivre-ensemble.

**Le sartorialisme peut être vu comme une forme de dandysme très aristocratique. Est-il compatible avec des moyens modestes ?**

Le dandysme n'existe plus depuis très longtemps. Cette façon hautaine et dédaigneuse de considérer son prochain, qui fut le mode de vie de quelques aristocrates isolés – et souvent dégénérés – au début du XIX<sup>e</sup> siècle, n'a rien à voir avec notre sujet. C'est même l'antithèse de la figure du « gentleman », qui représente un idéal d'élégance aussi bien vestimentaire que moral. Depuis une dizaine d'années, le style sartorial s'est considérablement démocratisé et n'est plus du tout l'apanage de quelques hommes fortunés et oisifs. Aujourd'hui, de nombreux jeunes qui découvrent ce style et cet art de vivre se tournent, pour débiter, vers le formidable marché dit « de seconde main », où il est assez facile de trouver de beaux vêtements classiques pour très peu d'argent. En outre, la culture du « costume sur mesure » s'est également développée de façon assez spectaculaire ces deux dernières années et devient de plus en plus accessible, surtout qu'un beau costume ou une belle paire de souliers durera très longtemps et ne passera jamais de mode. Et ça, la nouvelle génération l'a compris : acheter moins mais acheter mieux est devenu leur slogan.

# Qu'est-ce que le « nouvel » euro appelé à **supprimer** l'argent liquide ?



D'ici quelques années, l'Union européenne souhaite introduire l'euro numérique. Ses défenseurs assurent qu'il renforcerait l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. Mais ce projet suscite aussi des réserves... Cinq questions pour comprendre.

**DIE WELT**

**DÉCODAGE**

**ANJA ETTTEL  
FRANK STOCKER**

Selon une enquête de la Banque centrale européenne (BCE), seuls 52 % des achats réalisés en magasin dans la zone euro ont été réglés en espèces en 2024, contre 72 % en 2019. De plus, quand les espèces sont encore utilisées, c'est le plus souvent pour de petits montants. Dans ce contexte, la BCE accélère son projet d'euro numérique, qui représenterait une nouvelle révolution pour notre système de paiement. Il s'agit à la fois de rendre ce système plus efficace et moins dépendant des entreprises américaines, de permettre aux banques européennes de regagner des parts de marché, de réduire les frais de cartes pour les commerçants et, enfin, d'offrir aux consommateurs de nouveaux moyens de paiement au quotidien.

Les chefs de gouvernement et le Parlement européen ont l'intention d'établir le cadre juridique du dispositif dans les semaines à venir. Si les grandes lignes sont déjà définies, certains détails font encore l'objet de controverses et donnent lieu à des critiques de fond. Pour l'heure, l'euro numérique n'en est qu'au stade de projet. La BCE y travaille depuis 2018-2019. Depuis, elle tente de développer une monnaie numérique garantie par l'Etat pour la zone euro.

Récemment, le Genius Act aux Etats-Unis a ajouté une pression supplémentaire : cette loi vise à promouvoir les monnaies numériques privées indexées sur le dollar et à soutenir ainsi l'utilisation du dollar dans le monde entier. L'euro numérique se veut aussi une réponse à cette évolution. Cependant, il ne devrait pas voir le jour avant 2029.

**1 Qu'est-ce que l'euro numérique ?**

L'euro numérique n'est pas un nouveau système de paiement par carte, comme Visa ou Mastercard. Il s'agit plutôt d'une nouvelle forme de monnaie de banque centrale, c'est-à-dire de la monnaie réelle émise par la BCE mais déclinée sous forme numérique. A ce jour, les citoyens ne peuvent détenir cette monnaie de banque centrale qu'en espèces ; l'euro numérique transposerait ce principe dans l'univers numérique.

Actuellement, les paiements par carte ou via smartphone sont effectués par l'intermédiaire de banques privées ou de prestataires de services de paiement. L'argent utilisé correspond alors à une créance sur la propre banque du client, et non à de la monnaie de banque centrale. Avec l'euro numérique, il s'agirait au contraire d'argent émis par la BCE, comme un billet de 10 euros dans un portefeuille.

Cette monnaie numérique devrait être accessible librement à tous les citoyens de la zone euro et utilisable via smart-

phone ou carte, en ligne comme hors ligne. La BCE entend ainsi veiller à ce que la monnaie garantie par l'Etat reste disponible dans un environnement de plus en plus numérique. La BCE promet par ailleurs que l'euro numérique ne remplacera pas l'argent liquide, mais viendra le compléter.

**2 A quoi ressemblera son utilisation ?**

L'euro numérique devrait être stocké sur un téléphone portable, dans un portefeuille numérique, là où se trouvent également les cartes de crédit. Comme avec ces dernières, il suffira d'approcher l'appareil d'un terminal pour régler un achat en magasin. A la différence des paiements par carte, le commerçant recevra l'argent immédiatement et directement, sans intermédiaire bancaire.

Si, en théorie, les banques ne seraient alors plus indispensables, elles continueraient bien d'exister. Le rechargement du portefeuille devra en effet passer par une banque commerciale, soit en ligne par virement depuis un compte courant, soit via un distributeur automatique. Ce crédit ne générera pas d'intérêt, afin d'éviter que trop d'argent ne soit retiré des banques. Un plafond de crédit sera également fixé.

Les paiements dépassant ce plafond resteront néanmoins possibles, car le portefeuille numérique sera lié au compte bancaire : le solde manquant sera alors directement débité de ce dernier, même si le portefeuille numérique est insuffisant ou vide. En mode hors ligne, seuls des paiements sur place pourront être effectués.

Une limite de transaction viendra par ailleurs prévenir le blanchiment d'argent. La version en ligne permettra, elle, les achats sur Internet. Dans les deux cas, les utilisateurs pourront aussi transférer de l'argent entre eux à titre privé, gratuitement, comme avec Paypal.

**3 Qu'est-ce qui est controversé ?**

Malgré les progrès accomplis, l'euro numérique demeure politiquement controversé. Fernando Navarrete Rojas, rapporteur au Parlement européen, appelle régulièrement à ralentir le projet. Fin octobre, il a de nouveau exprimé son scepticisme et demandé de restreindre fortement les possibilités d'utilisation de l'euro numérique, afin d'éviter qu'il ne remplace les systèmes de paiement européens existants. Actuellement, plusieurs banques tentent par exemple d'imposer le système Wero comme concurrent de Paypal. Avec l'euro numérique, ce système deviendrait superflu.

*Supporter ces coûts en cette période de multiples défis, sans réel avantage en retour, est inacceptable*

**Joachim Schmalzl**  
Membre exécutif du CA de l'Association allemande des caisses d'épargne

”

La limite de crédit est un autre point sensible. Pour empêcher les sorties de capitaux des banques, chaque utilisateur ne pourrait détenir dans son portefeuille numérique qu'un montant plafonné – environ 3.000 euros, selon les discussions. Pour les détracteurs, ce plafond est insuffisant pour rendre l'euro numérique réellement attractif au quotidien.

La distinction entre paiements en ligne et hors ligne alimente elle aussi les débats : la version hors ligne offre une meilleure protection des données, mais se révèle plus complexe sur le plan technique et davantage exposée aux abus.

Enfin, l'accès des non-Européens représente une source supplémentaire de discorde. L'euro numérique ne sera émis que via des institutions financières établies en Europe, ce qui impose aux utilisateurs d'y posséder un compte. De ce fait, les personnes dépourvues de

compte en Europe ne pourront pas utiliser cette monnaie numérique. Cela signifie également que l'euro numérique ne concurrencera pas les *stablecoins* adossés au dollar, tels que Tether ou USDC.

**4 Comment la protection des données sera-t-elle garantie ?**

La BCE assure que l'euro numérique offrira un niveau élevé de protection des données. Contrairement à l'argent liquide, il ne sera toutefois pas anonyme. L'objectif est néanmoins de garantir une confidentialité supérieure à celle des paiements électroniques actuels. Dans un discours en 2022, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, déclarait que « l'euro numérique doit être conçu de manière à répondre aux attentes des citoyens en matière de confidentialité ».

L'euro numérique fonctionnera avec deux types de paiements : en ligne et hors ligne. Hors ligne, c'est-à-dire sans connexion Internet, les transactions pourront s'effectuer entre deux personnes ou dans un commerce. Aucune donnée relative à la transaction ne sera transmise ni aux banques ni aux autorités. Seuls l'expéditeur et le destinataire sauront qu'un paiement a été réalisé, ce qui en fera un mode presque aussi privé que le paiement en espèces. Les personnes qui attachent de l'importance à l'anonymat pourront donc privilégier l'utilisation de l'euro numérique hors ligne. Pour les paiements en ligne, en revanche, certaines données devront être vérifiées afin de prévenir le blanchiment d'argent et la fraude. Toutefois, ces informations ne seront transmises ni à la BCE ni aux banques centrales nationales : elles resteront entre les mains des banques ou des prestataires de services de paiement qui fournissent les portefeuilles numériques (les « wallets »).

La BCE souligne régulièrement qu'elle ne collectera aucune donnée sur les achats individuels ou les soldes des comptes et qu'elle ne créera aucun profil de consommateur. L'euro numérique se veut ainsi à la fois sûr et économe en données. La gestion pratique de ces aspects restera toutefois du ressort des banques commerciales, comme c'est déjà le cas pour les paiements par carte traditionnels.

**5 Combien cela coûte-t-il et qui paie ?**

Comme l'argent liquide, l'euro numérique sera gratuit pour le consommateur : aucun frais ne sera appliqué lors des paiements. Pour les commerçants, les coûts devraient également être réduits, l'infrastructure de base étant prise en charge par la BCE.

Cette dernière évalue les coûts de développement à 1,3 milliard d'euros et les coûts d'exploitation annuels à environ 320 millions d'euros. Il convient par ailleurs de noter que la production et la distribution des espèces entraînent elles aussi des coûts.

Le montant que devront supporter les banques pour la mise en place de l'infrastructure reste controversé. Une étude du cabinet de conseil PwC, commandée par les associations bancaires européennes, l'estime à 30 milliards d'euros. « Supporter ces coûts en cette période de multiples défis, sans réel avantage en retour, est inacceptable », critique Joachim Schmalzl, membre exécutif du conseil d'administration de l'Association allemande des caisses d'épargne. D'autant plus que les banques redoutent que l'euro numérique ne fragilise leur position dans le système de paiement puisqu'on pourrait un jour décider que son émission ne doive plus nécessairement passer par les banques commerciales.

La BCE, de son côté, estime dans une analyse que les coûts pour les banques se situeraient plutôt entre 4 et 5,8 milliards d'euros seulement. Un montant qui semble largement supportable, surtout au regard des bénéfices annuels des banques européennes, qui ont avoisiné les 200 milliards d'euros ces dernières années.

- 20 %

Selon une enquête de la Banque centrale européenne, seuls 52 % des achats réalisés en magasin dans la zone euro ont été réglés en espèces en 2024, contre 72 % en 2019.